l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 21/12/2020

Un monde malade du Covid… et du capitalisme !

Branle-bas de combat au sommet de l'État français : Macron, positif au Covid, s'est auto-confiné et se filme pour donner de ses nouvelles. Fais ce que je dis, pas ce que je fais : la veille du test, il dînait à l'Élysée, avec son boys band d'une dizaine de fidèles ! Ils n'étaient donc pas six à table, comme le gouvernement le préconise, et ce dîner s'est terminé à minuit et demi, enfreignant allègrement le couvre-feu… Une fête clandestine de plus ? L'occasion de se rappeler toutes les leçons de morale que ce gouvernement et ses affidés nous auront administrées, telle cette phrase de Richard Ferrand fin octobre sur France Inter : *« Si on est malade, c'est qu'on n'aura pas fait aussi attention que nécessaire.* […] *Ce n'est pas une question de faute, c'est une question de responsabilité. »*

Les irresponsables

Cette légèreté des salons de l'Élysée face à la pandémie n'est que la partie émergée de l'iceberg : depuis le début de la crise sanitaire, ce gouvernement a accumulé les fautes.

Dernières révélations en date, dans la commission d'enquête du Sénat sur la gestion de la crise sanitaire : Jérôme Salomon, directeur de Santé publique France, savait déjà en 2018 que la majorité des masques chirurgicaux en stock étaient périmés. Il a fait modifier – donc falsifier – un rapport qui pointait cela et il ne voulait commander qu'un dixième du nombre de masques jugés nécessaires.

Pour lui, comme pour le reste de ce gouvernement, notre santé valait alors moins que leurs petites économies.

Course au vaccin… course aux profits

Mais, notre santé, ils en ont justement besoin pour faire tourner l'économie. Face au virus, ils placent tous leurs espoirs dans la vaccination massive. Les bienfaits des vaccins ne sont plus à démontrer : variole, rougeole, tétanos, polio, etc. : ils évitent chaque année plusieurs millions de morts à travers le monde.

Mais on peut craindre que la concurrence acharnée entre grands laboratoires pharmaceutiques et la guerre de communication qu'ils se mènent, à grands renforts d'effets d'annonce sur les pourcentages d'efficacité de leurs vaccins respectifs, aient eu la priorité sur l'indéniable utilité sanitaire de ces derniers. Et, du fait de l'inévitable manque de recul sur les effets secondaires, la vaccination serait plus facilement acceptée si les commandes n'étaient pas aux mains des magnats de l'industrie pharmaceutique, autrement dit si l'industrie du médicament était socialisée et étroitement contrôlée par la population.

Covid et poches pleines

En tout cas, les places boursières ont bondi dès l'annonce des premiers vaccins, début novembre. Car, face à une pandémie qui infecte des dizaines de millions de personnes, les États sont déjà prêts à payer (avec notre argent) rubis sur l'ongle les trusts pharmaceutiques, avant même que les scientifiques aient pu mener à bien tous les essais. Une ministre belge a publié sur Twitter les prix des vaccins précommandés par l'Union européenne, jusque-là restés confidentiels… ce qui a plongé dans l'embarras la Commission européenne, qui a rappelé « la clause de confidentialité » inhérente au capitalisme. C'est une affaire de gros sous. Ce qui nous renvoie à un autre aspect de la question : qui aura accès au vaccin ? Les pays les plus riches réservent des millions de doses pour faire redémarrer leurs économies, à coups de millions d'euros ou de dollars. Mais bien des États ne peuvent débourser de telles sommes.

Levée du secret des affaires, transparence sur les essais cliniques, mutualisation de la recherche entre les différents labos : faisons le rêve d'une société débarrassée du virus du profit, dans laquelle les formidables progrès de la médecine seraient mis au service de toute la population.

Le Covid a bon dos !

La direction a donc décidé que, durant l'épidémie, le personnel de l'extra ira remplacer le personnel de l'intra. Au Colombier, nous avons été sollicités pour les Cyprès et nous le sommes désormais pour les Rosiers. Sauf qu'il s'agit de remplacer non pas une collègue en maladie mais en congé maternité, donc rien à voir avec le Covid. Ce remplacement est prévu jusqu'à fin janvier mais la direction annonce clairement qu'elle n'aura pas plus de solutions en février.

Ce qui devait être une gestion de crise va donc devenir un mode de fonctionnement.

Un peu d'histoire

Il y a une vingtaine d'années, les effectifs étaient plus importants sur le CHN. En pavillon d'admission nous étions 23 infirmiers. La direction donnait un tableau aux organisations syndicales comportant trois colonnes, les effectifs de grève, l'effectif minimum et celui du fonctionnement normal. Peu à peu le nombre d'agents a diminué et les deux dernières colonnes n'en ont plus fait qu'une. À cette époque, lorsque la direction était interpellée la réponse était déjà « nous n'arrivons pas à embaucher, personne ne veut venir sur le CHN ». Eh bien aujourd'hui, vingt ans plus tard, la direction nous ressort le même topo.

Qu'a fait le gouvernement pour rendre la profession plus attractive ? Rien. Quant à la direction de l'hôpital, elle a dégradé nos conditions de travail, nous faisant exercer avec le minimum d'effectif par pavillon, accumulant les bascules, le travail sur repos…

À bon entendeur !

Interpellée sur sa gestion du personnel, la direction a donc déclaré que plus personne ne voulait venir travailler au CHN. Outre le fait que personne ne peut vérifier la véracité de ses propos, la direction exerce un chantage en disant que si cela ne convient pas, il faut fermer des lits, espérant ainsi nous culpabiliser : soit vous travaillez dans des conditions de plus en plus dégradées, soit des patients ne pourront plus être soignés. Elle a même osé déclarer qu'elle avait fait le tour des agents en contrat pour leur proposer de les embaucher et personne ne l'aurait désiré.

Donc, à bon entendeur…

Mais nous ne sommes pas responsables de cette situation, ce n'est pas nous, mais les gouvernements successifs qui ont étouffé les hôpitaux, ainsi que les directions qui appliquent cette politique !

Les patients délaissés !

Les patients qui vivent en dehors de l'hôpital ont été une nouvelle fois sommés de ne plus venir dans les structures extra-hospitalières. Alors que le gouvernement déclare qu'il est attentif aux établissements psychiatriques, ce sont à nouveau des centaines de malades qui se retrouvent isolés pendant la crise sanitaire, une honte pour des établissements censés leur apporter des soins.

Avec un protocole et un peu de moyens supplémentaires nous aurions pu, au lieu de les abandonner, continuer à prendre soin d'eux.

Ça en dit long

Tout le monde a reçu le flyer de l'ARS nous indiquant les bons gestes à avoir pendant les fêtes de fin d'année intitulé « la Covid n'est pas un cadeau ». On a l'impression qu'il est adressé à des idiots ou à des enfants de maternelle. On voit comment ils considèrent la population. La suppression des ARS, qui n'existent que pour diminuer les moyens de la santé, pourrait permettre l'embauche de nombreux professionnels dans les établissements de soin.

Des papiers pour tous !

Vendredi 18 décembre, des milliers de sans-papiers, accompagnés de leurs soutiens, ont manifesté une nouvelle fois pour réclamer leur régularisation ainsi que des logements et des salaires dignes. Comme le rappelait un slogan, *« les frontières, c'est l'arme des patrons »*, qui profitent de l'absence de papiers de ces travailleurs pour les surexploiter et les maintenir dans la précarité.

Ces nouvelles manifestations, après le succès des marches précédentes, montrent que les sans-papiers sont déterminés à ne pas se laisser faire. Leur combat est celui de l'ensemble du monde du travail.

Climat : un référendum bidon

Macron nous annonce un référendum pour inclure dans la Constitution la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique. Si jamais la mesure se concrétisait, elle n'aurait aucune conséquence. La Constitution inclut déjà le droit au travail ou le droit au logement… On sait ce que cela vaut !

En même temps que cette annonce, Macron revoit à la baisse une bonne partie des mesures de la « Convention pour le climat », qu'il annonçait encore il y a quelques mois reprendre « sans filtre ». Pour Macron, très au-dessus de la défense de l'environnement, c'est avant tout la défense des intérêts des patrons.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/